

<b>1984</b>	<b>Source :</b>  <i>Palestine</i> <b>N° 1 - septembre 1984</b>
-------------	---

## **Pourquoi la Palestine ?**

**Marcel Liebman**

On nous demande souvent : « Pourquoi vous consacrer, en priorité, à la défense du peuple palestinien et au conflit du Moyen-Orient ? L'oppression qu'il subit n'est, à bien des égards, ni plus grave ni moins grave que celle dont sont victimes tant d'autres peuples d'Asie, d'Amérique centrale et d'ailleurs ? »

On nous lance aussi cette autre interpellation : « Pourquoi vous acharner à plaider la cause d'un peuple - le peuple palestinien - et de son mouvement national de libération alors que ce peuple et ce mouvement offrent quelquefois l'aspect d'une regrettable division ? »

Et encore et toujours l'objection à laquelle l'Association belgo-palestinienne a dû répondre dès sa création et qu'on lui oppose souvent encore : « En vous rangeant du côté palestinien, ne témoignez-vous pas d'une indifférence coupable envers les Juifs dont l'Europe a organisé le massacre pendant la seconde guerre mondiale ? »

Ces remarques et ces critiques, nous n'avons pas l'habitude de les prendre à la légère. Elles méritent qu'on s'y arrête et qu'on leur réponde car ceux et celles qui les expriment font fréquemment preuve - fréquemment, mais pas nécessairement toujours - d'une parfaite bonne foi.

Commençons par la dernière puisque aussi bien c'est celle qui tourmente les consciences de certains démocrates qui se refusent - et comment le leur reprocher ? - à oublier les crimes nazis et les monstruosité du fascisme. Il est possible que, dans le soutien apporté à la cause palestinienne et, plus généralement, à la cause arabe, il entre quelquefois des sentiments troubles où l'hostilité envers les Juifs n'est pas absente. Mais ce cas est rare et, en tout cas, il ne nous concerne pas. Notre adhésion à la « cause palestinienne » a, au contraire, une double signification : nous défendons un peuple qui, comme tous les peuples, a droit à l'autodétermination et, à ce titre, droit à revendiquer la création d'un Etat national ; et nous croyons aussi qu'une telle création est indispensable à la paix au Moyen-Orient. Autrement dit : reconnaître au peuple palestinien ses droits nationaux et en favoriser l'exercice concret n'est pas incompatible avec les intérêts du peuple israélien. La sécurité véritable à laquelle ce peuple aspire est

liée à la création de l'Etat palestinien, condition indispensable à la disparition des tensions, des conflits et des guerres qui, depuis si longtemps, déchirent la région. Si, par contre, les Palestiniens demeurent un peuple sans patrie, tous les habitants du Moyen-Orient - les Juifs d'Israël y compris – ne sortiront pas de l'impasse où ils se trouvent, avec l'engrenage de terreur et de contre-terreur qui en est l'inévitable conséquence.

Les divisions entre Palestiniens ? Elles ne sont que trop réelles. Mais imaginons un instant un mouvement national palestinien homogène, uni et monolithique. Ne verrait-on pas dans ces caractères les signes d'un manque de démocratie qui alimenterait la critique anti-palestinienne ? il y a autre chose qui est essentiel : chaque mouvement national de libération a connu des divisions, quelquefois des déchirements, qui s'accroissent dans les périodes les plus difficiles de leur histoire. Est-ce une raison pour les abandonner lorsqu'on juge leur cause juste ? Les luttes intestines qu'ont connues et que connaissent encore les Palestiniens ne doivent pas être sous-estimées. Elles méritent une analyse sérieuse. On constatera, au terme d'une telle analyse, qu'elles sont le résultat tantôt de manoeuvres d'Etats qui cherchent à exploiter la cause palestinienne, tantôt d'interrogations sérieuses sur la stratégie que l'Organisation de Libération de la Palestine, entourée généralement d'ennemis puissants et quelquefois d'amis douteux, doit développer pour réaliser ses buts.

Reste une dernière question : pourquoi cette priorité au problème palestinien et au conflit israélo-arabe ? C'est vrai que, pour prendre un exemple, la situation des peuples d'Amérique latine n'est guère moins tragique que celle du peuple palestinien. Il est cependant, à propos de ce dernier, une spécificité qui commande notre engagement : peu de nations opprimées se sont autant que les Palestiniens heurtées à l'incompréhension, à la méfiance et à la haine. Même parmi les démocrates et les progressistes, il y a eu, à tout le moins, de fortes réticences à reconnaître la légitimité de leur combat. Mille facteurs ont joué, à commencer par ce sentiment de culpabilité à laquelle il a été fait allusion plus haut à propos du génocide anti-juif dont l'Europe a été le dramatique théâtre. Très brièvement, j'ai dit ce qu'il fallait penser de cet « argument ». Mais il y a autre chose encore : l'hostilité envers les Palestiniens s'alimente à des sources plus suspectes que le souvenir de la dernière guerre. Il y a, en particulier, les réflexes racistes et xénophobes qui se développent de plus en plus dans des pays comme la France et la Belgique, réflexes qui choisissent leurs cibles « privilégiées » chez les Arabes.

Tout est donc lié : le soutien aux droits nationaux d'un peuple à qui on refuse une Patrie ; la volonté d'apporter à un conflit qui menace le Moyen-Orient - et par contrecoup le monde tout entier - une solution pacifique ; le souci de défendre, contre l'intolérance, les préjugés et les discriminations, tous les hommes et les femmes de chez nous. Cette triple cause demeure pour nous si importante que nous vous invitons à vous joindre à nous pour la défendre.